



**Comité européen  
des régions**

# Discours sur l'état des régions et des villes dans l'Union européenne.

Allocution de Vasco Alves Cordeiro, Président du Comité européen des Régions

11 octobre 2022

#SOTEULocal



FR





**Comité européen  
des régions**

**Discours sur l'état des régions et des villes dans l'Union européenne  
par le Président Vasco Alves Cordeiro**

**"Les régions et les villes, phares de la solidarité, du progrès et de l'espoir."**

*151e session plénière du Comité européen des régions*

*Mardi 11 octobre 2022*

Chers collègues,

Je viens à vous en ce moment et en ce lieu pour vous parler de l'état des régions et des villes de notre Union.

Je pense que je pourrais le faire avec un discours élégant, de beaux mots et de belles images.

Mais, ici et maintenant, je veux commencer par faire entendre la voix de ceux qui font nos villes, nos régions, nos communautés :

La voix du travailleur, de l'agriculteur, de l'entrepreneur, du chef d'entreprise... La voix des citoyens.

Ainsi, permettez-moi d'être la voix de ce jeune qui souhaite vivre de façon indépendante, mais qui est perdu dans une lutte constante pour trouver un logement décent ;

Laissez-moi être la voix de ce parent qui se démène pour trouver une garderie décente et abordable pour son enfant.

Laissez-moi être la voix de ce travailleur qui ne sait pas s'il retrouvera un emploi décent, une fois l'usine fermée.

Soyons la voix du petit commerçant, qui a dû fermer ses portes et licencier son personnel parce que les coûts ont été multipliés par dix.

Soyons la voix de ce touriste et de ce campeur qui ont fui les feux de forêt.

Soyons la voix de ceux qui doutent que leurs petits-enfants puissent vieillir dans un environnement vivable et respirable.

Soyons, ici et une fois de plus, la voix des citoyens qui ne savent pas s'ils sont entendus...

L'état des régions et des villes ne peut être que l'état de la vie des gens dans toute l'Europe, dans toute sa diversité. De même, l'état de l'Union européenne ne peut être véritablement évalué, de manière globale et complète, si l'on oublie l'état de ses régions et de ses villes.

Nous, les représentants démocratiques locaux et régionaux, savons - parce que nous avons eu des contacts quotidiens avec eux - que les doutes et les craintes de millions d'Européens existent, sont légitimes et nécessitent des réponses.

Et nous tous, liés par un devoir politique, conscients de notre responsabilité démocratique, nous ne nous dérobons pas à la responsabilité d'apporter des réponses.

Et en effet, nous avons apporté des réponses. Avec solidarité.

Ici, aujourd'hui, nous pouvons nous inspirer de nombreuses histoires qui nous rendent fiers. Notre Union devrait en être fière.

Fier de la ville de Varsovie, en Pologne, qui a mobilisé 14 000 volontaires pour accueillir plus de réfugiés ukrainiens que l'Italie et la France réunies, en leur fournissant un logement, des soins médicaux, une éducation et une aide juridique.

Fier de la ville d'Anvers, qui fut pionnière dans la lutte contre les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale des personnes les plus vulnérables, notamment les jeunes.

Nous sommes fiers de Lappeenranta, en Finlande, où sept zones humides artificielles pour les eaux pluviales ont été construites pour protéger notre biodiversité.

Nous sommes fiers de la Moravie-Silésie, en République tchèque, qui mène la transition vers une économie climatiquement neutre en requalifiant 5 000 personnes, qui produisent désormais des voitures électriques et à zéro émission.

La fierté de La Rioja, en Espagne, qui nous inspire à ancrer l'égalité des genres dans la manière dont ils gèrent leur gouvernement : de la budgétisation à l'administration, en créant des plans pour favoriser l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et en incitant les entreprises à améliorer l'accès des femmes à l'emploi.

La fierté de Poitiers en France, où - dans l'esprit du dialogue permanent que nous avons demandé - une assemblée de citoyens a été créée, réunissant des locataires de logements sociaux, des bénévoles, des entreprises locales ou des acteurs de la société civile pour façonner leur communauté.

Et nous pourrions continuer avec tant d'autres exemples, tant d'autres histoires de régions et de villes de notre Union qui démontrent chaque jour la voie à suivre, en répondant aux doutes et aux craintes des gens et en offrant des opportunités et des solutions.

Ces histoires venues de toute l'Europe, que je partage avec vous, sont un témoignage puissant des régions et des villes en tant que "phares" de la solidarité, du progrès et de l'espoir. Les régions et les villes en tant que gardiennes des valeurs et des principes européens.

Je veux donc, aujourd'hui et maintenant, rendre hommage au travail essentiel que les maires, les conseillers, les gouverneurs régionaux et les ministres, ainsi que toutes les administrations publiques font dans notre Union chaque jour, partout.

Vous faites l'Europe du quotidien.

Cela ne doit être oublié par personne.

Cela doit être reconnu par tous.

\* \* \*

Chers collègues,

L'état des régions et des villes que je vous présente aujourd'hui ne se produit pas de manière isolée, derrière nos frontières ou loin des défis du monde.

Cela fait maintenant plus de sept mois que Vladimir Poutine a déclenché sa brutale machine de guerre contre l'Ukraine, semant la mort et la destruction d'une manière que notre continent avait oubliée depuis longtemps. Cette attaque, qui n'est pas seulement une attaque contre un pays souverain, est aussi une attaque contre nos valeurs de liberté, de démocratie et d'État de droit.

C'est une attaque contre ce que représente l'Union européenne.

C'est une attaque contre chacun d'entre nous.

Depuis le premier jour, les régions et les villes d'Europe ont répondu aux sirènes de la guerre avec le visage de la solidarité.

Nous avons fourni des abris, ouvert nos écoles, mis sur pied des dortoirs, distribué des kits de premiers secours et envoyé des véhicules.

Alors que nous étions les premiers à réagir, nous avons immédiatement regardé vers l'avenir. Un avenir brillant avec une Ukraine reconstruite, en paix et en marche vers l'adhésion à l'Union européenne.

L'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, que nous avons lancée avec nos associations partenaires d'autorités locales et régionales dans l'UE et en Ukraine, vise à contribuer au succès de l'effort de reconstruction en encourageant la coopération de ville à ville et de région à région. L'Alliance se fixe également pour but de promouvoir le rôle des pouvoirs locaux et régionaux et la bonne gouvernance locale, dans le processus de reconstruction.

Tel est le message de solidarité et de détermination que je souhaite transmettre au peuple ukrainien et aux régions et villes ukrainiennes, au nom du Comité européen des Régions.

Vous n'êtes pas seuls. Vous pouvez compter sur notre soutien plein et entier dans cette terrible épreuve.

En particulier aujourd'hui. En particulier après les horribles attaques d'hier sur les villes ukrainiennes. C'est un rappel cruel que le chemin vers la paix est encore long, et que notre détermination doit être notre boussole. Nous soutenons une Ukraine souveraine, nous soutenons son unité et son intégrité territoriale. Aucun référendum fantoche ne pourra changer notre position.

C'est également le message que j'adresse à la présidente von der Leyen et à la Commission européenne. La tâche de reconstruire l'Ukraine est d'une ampleur historique. Nous avons salué l'annonce de 100 millions d'euros pour reconstruire les écoles ukrainiennes comme un engagement pour l'avenir. Les autorités locales ont un rôle important à jouer à cet égard: nous sommes prêts à le faire.

Mais n'oubliez pas que les régions et les villes sont des partenaires sur le terrain, voire les premiers, pour faire de la reconstruction un succès et ouvrir la voie à l'adhésion à notre Union. Et on peut dire cela non seulement des régions et des villes de l'Union européenne, mais aussi des villes et des régions d'Ukraine.

C'est pourquoi je voudrais profiter de cette occasion pour présenter une proposition concrète en vue de la conférence de Berlin sur la reconstruction :

Une ligne budgétaire spécifique doit être disponible pour la coopération régionale et locale dans les efforts de reconstruction.

Nous avons répondu à l'appel et sommes prêts à en faire plus.

Donnez-nous les outils et nous aiderons à faire le travail !

\* \* \*



Chers collègues,

Les conséquences sociales et économiques de cette terrible guerre sont aussi profondément ressenties parmi nous.

La crise énergétique que nous vivons frappe les ménages, en particulier les plus fragiles, les entreprises et les administrations publiques.

À l'approche de l'hiver, nous devons faire face à l'urgence et, une fois de plus, les régions et les villes sont les premières à devoir amortir le poids qui pèse sur les épaules des gens.

Nous entendons des signaux inquiétants à travers l'Europe, avec nos villes qui risquent de manquer d'électricité et qui luttent pour fournir des services essentiels à leurs citoyens, comme les transports publics, la gestion des déchets ou simplement pour garder leurs enfants au chaud à l'école afin qu'ils ne soient pas renvoyés chez eux pour apprendre à distance.

Réduire la température ambiante dans les bâtiments publics, éteindre l'éclairage nocturne des monuments, réduire les limitations de vitesse sur les routes municipales, investir dans les énergies renouvelables, sensibiliser la population. Les initiatives prises aux niveaux régional et local sont nombreuses et diverses.

Mais ce n'est pas facile, et la solidarité est à nouveau en jeu en Europe. C'est pourquoi les autorités locales et régionales doivent être soutenues dans leurs efforts d'économies d'énergie et nous y contribuerons.

Une Union dans laquelle les gens doivent choisir entre manger et se chauffer est une Union qui ne pourra pas tenir sur le long-terme.

\* \* \*

Chers collègues,

La situation désastreuse à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui dans le domaine de l'énergie fait partie d'une équation plus large, d'une transformation plus vaste de nos sociétés.

Le fait est que la vitesse à laquelle nous réduisons à présent notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles ne devrait pas, je le répète, ne devrait pas être uniquement due au fait qu'ils proviennent de Russie.

C'est ce que nous aurions dû faire depuis des décennies pour passer à une économie neutre sur le plan climatique. Les terribles incendies de cet été sont un autre rappel brutal de l'urgence climatique dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Il s'agit d'une question de survie.

Demain, nous débattons de notre vision en vue de la COP27. Alors que l'objectif global d'adaptation est sur la table, assurons-nous qu'il se fonde sur ce qui est fait au niveau local. Relever des défis mondiaux tels que la crise climatique sera plus rapide, plus facile et plus efficace si cela se fait avec nous et avec les citoyens.

En tant qu'institution, nous avons également le devoir d'agir. C'est pourquoi nous avons déjà entrepris de mettre le Comité des régions sur la voie de la neutralité climatique, avec pour objectif de réduire de 30 % nos émissions annuelles de dioxyde de carbone d'ici à 2030. Nous allons également mettre en œuvre des actions immédiates en tant qu'institution pour réduire notre consommation énergétique.

Cela ne doit pas rester entre les murs de notre seule administration et c'est pourquoi, à partir de notre prochain Bureau externe en Suède au printemps prochain, je suggère d'avoir un compte rendu politique sur notre action en faveur du climat et sur la manière de progresser. Je compte sur chacun d'entre vous pour participer à cet effort et pour montrer l'exemple.

\* \* \*

Chers collègues,

Avec la menace existentielle de la crise climatique et les conséquences de la guerre brutale contre l'Ukraine, n'oublions pas que nous avons passé presque les trois dernières années à traiter la pandémie de COVID-19. Nous vivons maintenant avec elle, avec son coût humain, social et économique.

Tous ces défis se résument à la nécessité de rendre notre Union apte à remplir sa mission, en améliorant chaque jour la vie de nos citoyens dans un environnement sain et dans le respect de nos valeurs fondamentales. Il faut commencer par investir judicieusement.

Pendant des décennies, la politique de cohésion a contribué à la réduction de la fracture territoriale. Je suis fier de pouvoir compter sur une coopération solide avec la Commissaire Elisa Ferreira, notre plus proche alliée.

Les crises auxquelles nous sommes confrontés, qu'il s'agisse de la gestion de la pandémie et de son rétablissement, de l'accueil des personnes déplacées d'Ukraine ou de la pénurie d'énergie, ont fortement mobilisé la politique de cohésion.

C'est pourquoi le moment est venu d'entamer le débat sur l'avenir de la politique de cohésion. Demain, nous lancerons une nouvelle Alliance pour la cohésion, avec les principales associations de régions et de villes, afin d'être le principal lieu de discussion, de mobiliser les alliés mais aussi ceux qui restent à convaincre de la valeur ajoutée de la politique de cohésion.

"Ne pas nuire à la cohésion" ne doit pas rester lettre morte. Le travail pour cela commence maintenant.

Elle doit nous aider à garantir une forte dimension territoriale dans toutes les politiques de l'UE à fort impact territorial, au-delà de la politique de cohésion elle-même.

C'est pourquoi le Comité des régions veillera à ce que toutes les politiques de l'UE intègrent le principe "ne pas nuire à la cohésion" introduit par la commissaire Elisa Ferreira au début de cette année.

Cette démarche est particulièrement pertinente dans la perspective de la révision du cadre financier pluriannuel annoncée par la Commission européenne pour l'année prochaine. Ce budget a été préparé dans un monde différent et il doit être réadapté pour garantir l'autonomie stratégique de l'Europe, pour préparer la reconstruction de l'Ukraine et pour nous préparer à toute nouvelle menace sanitaire. Nous devons donc l'adapter et élaborer un budget ambitieux qui répondra aux besoins de tous les citoyens. Toutefois, la révision ne doit pas être utilisée pour affecter des politiques fondamentales telles que la politique de cohésion.

Les futures politiques et instruments communautaires en matière d'investissement devraient s'inspirer de l'expérience de Next Generation EU, qui a peu impliqué les autorités régionales et locales tant dans son élaboration que dans sa mise en œuvre. Je le répète sans cesse, ce n'est qu'en impliquant les régions et les villes que les politiques et les programmes de l'UE obtiendront les meilleurs résultats et renforceront nos communautés.

Garantir des investissements durables et engager des réformes qui rendront notre Union plus juste et plus efficace vont de pair avec le contrat social qui nous unit. Je l'ai déjà mentionné, la détresse sociale est grande aujourd'hui en Europe et au moment où nous élaborons les politiques de demain, n'oublions pas la mission initiale de l'intégration européenne : assurer le progrès social.

En tant qu'Union, dans nos régions, dans nos villes, nous devons assurer l'accès au logement, contribuer à sortir les enfants de ces situations de pauvreté, promouvoir l'égalité des genres, garantir des emplois de qualité à tous, éduquer nos jeunes, financer le développement de nos hôpitaux. Alors que 2023 sera l'Année européenne des talents et de la formation continue, nous utiliserons tous nos talents locaux et régionaux pour construire cette Europe sociale qui ne laisse personne de côté.

\* \* \*

Chers collègues,

Avant d'écouter votre point de vue sur l'état des régions et des villes de l'Union européenne, je voudrais vous dire pourquoi je pense que nous sommes tous concernés par cette mission. Nous sommes tous impliqués et engagés dans les changements parce que nous avons non seulement un mandat démocratique: nous avons un devoir démocratique.

Il y a trente ans, avec la signature du traité de Maastricht, une nouvelle dimension s'est ajoutée à la démocratie européenne, celle que nous représentons aujourd'hui : la dimension locale et régionale, une dimension gardienne du principe de subsidiarité, pilier d'une Union démocratique.

Trente ans plus tard, alors que la Conférence sur l'avenir de l'Europe a tiré ses conclusions, les demandes sont encore plus nombreuses pour une implication plus forte des régions et des collectivités locales dans toutes les politiques de l'UE et pour de nouveaux canaux de participation et de dialogue.

Au Comité des régions, nous l'avions déjà compris, en appelant à un dialogue permanent avec les citoyens. La démocratie n'est pas statique et est prête à élargir constamment sa base et à multiplier les voies de participation, dans un équilibre subtil entre pratiques représentatives et délibératives.

C'est pourquoi nous avons été des pionniers de l'engagement auprès des jeunes. Non pas parce que cette année est dédiée aux jeunes, mais simplement parce que c'est ce que nous défendons. Je pense que nous serons tous fiers de lancer, lors de notre prochaine session plénière, la Charte de l'Union européenne sur la jeunesse et la démocratie, conçue avec des jeunes et avec des organisations de jeunesse.

C'est également la raison pour laquelle le Comité des régions est prêt à se joindre aux États membres pour organiser des initiatives visant à renforcer la participation des femmes lors des élections locales et régionales.

Tout comme nous avons joué un rôle actif dans la formulation des conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, nous jouerons notre rôle légitime dans la mise en œuvre de ses conclusions à notre niveau et aussi dans nos propres travaux internes, dans le cadre

des traités actuels. Bien sûr, si une Convention devait être lancée - une idée soutenue par cette Assemblée - nous serons prêts à contribuer et à assurer la participation des voix locales et régionales à cet exercice constitutionnel.

En attendant, nous ne resterons pas les bras croisés. En tant qu'assemblée d'élus locaux et régionaux, nous avons le devoir de veiller à ce que les voix locales et régionales contribuent en temps utile au débat au niveau européen.

La conférence est peut-être terminée, mais le travail continue. Nous devons commencer à préparer les prochaines élections européennes et la prochaine législature. Nous devrions lancer une série d'initiatives pour préparer et façonner une vision pour le prochain agenda stratégique et les prochaines orientations politiques de la future Commission européenne, qui seront présentés avant les prochaines élections européennes.

Nous sommes une assemblée politique, avec des pouvoirs consultatifs, et nos avis n'auront une valeur ajoutée que s'ils arrivent au bon moment, lorsque les politiques de l'UE sont élaborées ou décidées. Nous devons être au meilleur endroit possible pour influencer stratégiquement le prochain programme de travail de la Commission européenne et le prochain discours sur l'état de l'Union.

\* \* \*

Chers collègues,

La liste des tâches est longue. Les attentes sont élevées.

Il y a 100 jours, vous m'avez élu président et je me suis engagé à travailler avec vous tous pour une Europe plus forte et plus juste, à défendre la politique de cohésion et à rehausser le profil politique de notre assemblée.

Nous avons un devoir à accomplir pour aider à effacer les doutes dans les yeux et les craintes dans les voix des habitants de nos villes et régions.

Nous devons apporter plus de solidarité, plus de cohésion et plus de démocratie à l'état des régions et des villes dans l'Union européenne, et grâce à cela, l'état de l'Union elle-même ne peut être que plus fort et plus brillant.

Merci.



## Comité européen des régions

Le Comité européen des régions (CdR) est l'assemblée politique de l'Union européenne où siègent 329 représentants des collectivités régionales et locales des 27 États membres de l'Union. Ses membres sont des élus, présidents de région, conseillers régionaux, maires ou conseillers municipaux, responsables par la voie du suffrage démocratique devant plus de 446 millions de citoyens européens. Les principales missions du CdR consistent à associer les collectivités régionales et locales et les populations qu'elles représentent au processus décisionnel de l'Union et à les informer au sujet des politiques de l'Union. La Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil sont tenus de consulter le Comité dans les domaines de décision politique intéressant les régions et les villes. Le Comité des régions peut également saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour faire respecter le droit de l'Union en cas de violation du principe de subsidiarité ou de non-respect des compétences des collectivités régionales et locales.





Édité par la direction de la communication du Comité européen des régions

octobre 2022

© Union européenne, 2022

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË

Tel. +32 22822211 | e-mail: [visuals@cor.europa.eu](mailto:visuals@cor.europa.eu) | [www.cor.europa.eu](http://www.cor.europa.eu)

 @EU\_CoR |  /european.committee.of.the.regions |  /european-committee-of-the-regions |  @EU\_regions\_cities

